



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE, ÉNERGÉTIQUE
ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Pays nordiques

Une publication du SER de Stockholm
N°108 – Semaine du 1^{er} décembre 2025

LE CHIFFRE DE LA QUINZAINÉ

Rang international des pays nordiques en matière de compétitivité numérique

TOP 15

Ce classement du centre de recherche rattaché à l'institution académique IMD, basée à Lausanne, évalue la capacité de 69 pays à développer, adopter et exploiter les technologies numériques pour stimuler leur économie et améliorer leur compétitivité. Ce classement est construit selon trois facteurs : connaissance, technologie, préparation au futur. Le Danemark est classé 5^{ème}, la Suède 8^{ème}, l'Islande 9^{ème}, la Finlande 11^{ème} et la Norvège 13^{ème}.

Source: [2025 IMD World Digital Competitiveness Ranking](#)

Pays nordiques

Spotify se lance sur le marché des livres audio dans les pays nordiques (hors Norvège).

Cette initiative positionne le groupe suédois de *streaming* musical face à des fournisseurs suédois de livres audio bien établis tels que *Storytel*, *Bookbeat* et *Nextory*. Le service, qui a déjà été introduit aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Australie, proposera dans un premier temps 300 000 titres, dont 60 000 dans les langues nordiques. Les grands éditeurs suédois *Norstedts* et *Bonniers* se sont associés à *Spotify*, renforçant ainsi l'attrait de la plateforme en Suède. Le futur co-PDG, Alex Norström, a souligné la volonté de l'entreprise de toucher de nouveaux publics, notamment les 18-34 ans, lesquels constituent 52% de son audience anglophone de livres audio.

La Commission européenne institue des mesures de sauvegarde définitives sur certains ferroalliages.

La Commission européenne indique dans un communiqué que « *bien que les mesures de sauvegarde s'appliquent indistinctement à tous les pays tiers, y compris la Norvège et l'Islande, qui font partie de l'EEE, elles ont été soigneusement conçues pour minimiser l'incidence sur la chaîne de valeur européenne intégrée. La Commission mènera des consultations trimestrielles avec la Norvège et l'Islande et examinera attentivement l'incidence de la mesure* ». Ces clauses de sauvegarde ont été adoptées par une majorité des États membres. Les ferroalliages sont des alliages composés de fer et d'autres éléments chimiques (chrome, manganèse, silicium...) qui servent notamment à améliorer la résistance des aciers spéciaux.

Danemark

Au troisième trimestre 2025, l'économie danoise a enregistré une croissance de 2,3 %, la plus forte depuis près de quatre ans, portée par l'industrie pharmaceutique avec Novo Nordisk en tête.

L'emploi a légèrement augmenté (+0,3 %) et les exportations ont progressé de 4,1 %, soutenues par le secteur pharmaceutique. La consommation privée reste modeste (+0,1 %), mais les économistes estiment qu'elle pourrait soutenir davantage à l'avenir la croissance grâce à un marché du travail solide, des salaires en hausse et une baisse des taux d'intérêt.

Le 17 novembre, la Commission européenne a révisé sa prévision de croissance pour le Danemark, en 2025, à 2% et ses prévisions pour 2026 et 2027 à respectivement 2,1 % et 1,7%. Le taux d'emploi devrait continuer de progresser, selon la Commission, à un rythme cependant moins élevé que ces dernières années. La situation des finances publiques devrait demeurer bonne, mais l'excédent budgétaire (4,5% en 2024) se réduira (2,3% en 2025, 1,1% en 2026 et 0,8% en 2027), sous l'effet notamment de l'effort de réarmement et de la réduction de certaines taxes, notamment celle sur l'électricité.

La banque centrale (Danmarks Nationalbank) met en garde contre une possible spirale inflationniste de l'immobilier à Copenhague. Les prix à l'achat des logements dans la capitale ont augmenté d'environ 20 % en un an, bien plus que dans le reste du pays. Selon la banque centrale, cette dynamique pourrait créer des déséquilibres économiques et, à terme, menacer la stabilité financière du Royaume. Les analyses soulignent que la hausse rapide s'explique principalement par un déséquilibre durable entre l'offre et la demande avec, d'une part, peu de construction de logements et peu d'appartements disponibles, et d'autre part une forte croissance démographique. À ces

facteurs s'ajoutent une situation macroéconomique favorable avec un fort taux d'emploi, une progression des salaires réels et une baisse des taux d'intérêt, qui soutient les achats. Plusieurs économistes avertissent toutefois que les anticipations de nouvelles hausses constituent un risque potentiel pour l'économie. Dans ce contexte, l'idée, suggérée par le gouvernement, d'introduire des prêts immobiliers sur 40 ans est jugée susceptible d'accroître encore la demande et donc les prix. Malgré ces tensions, la banque centrale estime qu'il n'existe pas, à ce stade, de signes évidents de surchauffe généralisée et ne mentionne pas de risque de bulle immobilière.

La Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) confirme la validité de la directive sur le salaire minimum européen dans sa quasi-totalité. Si la majeure partie du texte est maintenue, la disposition permettant à l'UE d'intervenir directement dans la fixation des salaires nationaux a été annulée, préservant de ce fait le modèle danois de négociation collective. Le gouvernement parle d'une « demi-victoire », tandis que les organisations patronales soulignent un risque d'ingérence indirecte. Les syndicats, eux, saluent une clarification importante des limites de l'intervention européenne en matière salariale.

Neuf experts informatiques sur dix, interrogés dans le cadre d'une nouvelle étude, considèrent que le Danemark manque de souveraineté numérique.

72% s'inquiètent de la dominance américaine dans le domaine des solutions informatiques. Selon une autre étude récente, 89 % des sociétés cotées en bourse au Danemark dépendent de *Microsoft*, *Apple*, *Google* et *Amazon* pour fonctionner. Au niveau européen, cela concerne près de trois sociétés cotées en bourse sur quatre. Les experts interrogés voient toutefois de bonnes opportunités, avec le soutien politique nécessaire, de passer à des alternatives européennes.

L'Agence danoise de l'énergie lance trois nouveaux appels d'offres pour le développement de parcs éoliens offshore en mer du Nord et en mer de Kattegat.

Ils reposent sur un *Contract for difference* (CfD) à deux volets, destiné à stabiliser les revenus des opérateurs tout en limitant l'exposition de l'État, dont le soutien financier est plafonné à 55,2 Mds DKK (7,4 Mds €). Les exigences du cahier des charges incluent des critères de durabilité (recyclabilité des pales), de responsabilité sociale et de cybersécurité. Ce dispositif répond à l'échec de l'appel d'offres de 2024, qui ne prévoyait aucun financement public, et vise à rétablir l'attractivité du marché, tout en clarifiant le cadre économique et réglementaire associé à la transition énergétique danoise.

Le gouvernement allemand est prêt à débloquer 10 Mds DKK (1,4 Md€) pour soutenir l'importation d'hydrogène vert depuis le Danemark via le futur gazoduc entre les deux pays.

Après deux ans de récession et une quasi-stagnation de son économie en 2025, l'Allemagne cherche à relancer son industrie et souhaite investir dans la transition vers les énergies renouvelables, par exemple en subventionnant l'hydrogène danois importé. L'objectif de cette aide serait de réduire l'écart entre le coût de production de l'hydrogène vert au Danemark et le prix que les clients allemands sont prêts à payer pour ce type d'énergie renouvelable. Les producteurs danois pourront prétendre à ces aides en candidatant à un appel à projets de l'*EU Hydrogen Bank*, et ainsi alléger leurs coûts de production. Pour rendre viable le marché et inciter les entreprises à se tourner vers l'hydrogène vert, l'Allemagne devra par ailleurs transposer la directive *RE III*, qui oblige les États membres à augmenter l'utilisation d'énergies renouvelables dans l'industrie, dans son droit national.

Finlande

Le gouvernement amende son budget pour 2026.

Le gouvernement augmente ses dépenses de 455 M€, dont 100 M€ d'aide supplémentaire à l'Ukraine. De nouveaux projets d'infrastructures sont également lancés, pour un total de 300 M€ d'investissements (100 M€ pour 2026), portant le total du programme d'investissement à 4,6 Mds€. Les prévisions de revenus ont également été revues à la baisse (-200 M€). Avec ces changements, le déficit du gouvernement central sera de 9,3 Mds€ en 2026.

La Commission européenne prévoit une stagnation de l'économie finlandaise en 2025.

Dans sa dernière projection, elle prévoit une croissance de 0,1% pour 2025, puis de 0,9% en 2026 et 1,2% en 2027. La croissance est freinée par la consommation privée qui devrait diminuer en 2025 au vu de la faible confiance des consommateurs due au contexte géopolitique. L'inflation resterait stabilisée en-dessous de 2% pendant les trois prochaines années. La dette publique dépasserait 90% du PIB dès 2026, alors que le gouvernement prévoyait ce dépassement trois ans plus tard, en 2029, dans sa dernière projection. L'objectif du gouvernement de stabiliser la croissance de la dette en 2027 ne serait pas non plus respecté, la Commission prévoyant un ratio d'endettement de 92,3% du PIB en 2027 (+1,4% par rapport à 2026).

Le gouvernement prévoit une reprise du marché de l'emploi d'ici fin 2025.

Dans sa dernière prévision concernant le marché du travail, le ministère des affaires économiques et de l'emploi prévoit un taux de chômage de 9,5% de la population active pour 2025, lequel devrait baisser à 9,3% en 2026, puis 8,8% en 2027. Le taux d'emploi des 15-64 ans devrait aussi augmenter, passant de 71,4% en 2025 à 72,3% en 2027. Cependant, le nombre de chômeurs de longue durée augmenterait de 15 000 personnes entre 2025 et 2026. Selon *Statistics Finland*, la moyenne du taux de chômage des 15-74 ans se situait à 10,3% de la population active en octobre.

Participation record des entreprises françaises au salon Slush.

Le salon Slush a accueilli plus de 100 entreprises françaises ainsi que 100 fonds d'investissements français du 19 au 20 novembre à Helsinki. Slush est l'un des événements mondiaux les plus importants pour l'écosystème des startups et de l'innovation. Il réunit chaque année plus de 10 000 participants, dont 1/3 sont des fonds d'investissement représentant un total de 4 000 Md\$.

Nokia annonce un investissement de 4 Mds \$ aux États-Unis dans le secteur de l'intelligence artificielle.

Cet investissement comprend 3,5 Mds \$ dans la R&D, et 0,5 Mds \$ dans les capacités de fabrication. Cet investissement a pour but de positionner *Nokia* comme leader de l'intégration de l'IA aux réseaux de téléphonie et de communication. Dans le même temps, l'entreprise a annoncé réduire ses équipes en France, supprimant 427 emplois (sur 2 300 au total en France) et sera radiée, à sa demande, de la Bourse de Paris le 31 décembre prochain. Le groupe finlandais, également coté au *Nasdaq Helsinki* et à la Bourse de New York (sous la forme d'*American Depositary Receipts*), avait intégré la place boursière parisienne suite au rachat d'*Alcatel-Lucent* en 2015.

Islande

L'Islande touchée par les mesures de sauvegarde européennes sur les ferroalliages.

Les mesures de sauvegarde adoptées le 18 novembre 2025 par l'UE pour protéger sa filière des ferroalliages s'appliquent également à l'Islande et à la Norvège, membres de l'Espace économique européen mais non membres de l'Union européenne. Bien que les conséquences économiques de ce nouveau régime douanier ne soient pas encore exactement déterminées (75 % des exportations islandaises et norvégiennes devraient être exemptées de droits de douane), l'Islande est concernée du fait de la présence sur son territoire de l'usine de ferrosilicium *Elkem Iceland*, propriété du groupe public chinois *ChemChina*. L'annonce de ces mesures a suscité de vives réactions dans la classe politique islandaise.

Révision à la baisse des anticipations de croissance pour les années à venir.

L'Institut islandais des statistiques a annoncé le 14 novembre une révision à la baisse des chiffres de la croissance pour 2024, maintenant évaluée à -1% contre -0,7% cet été, ainsi que de ceux des prévisions de croissance pour les années en cours et à venir, désormais estimée à 1,7% pour 2025, 1,8% pour 2026 et 3,2% pour 2027, contre une prévision respectivement de 2,2% ; 2,5% et 2,8% publiée à l'été 2025. Ces prévisions reflètent une baisse attendue des exportations (aluminium et produits de la pêche), ainsi qu'un ralentissement progressif de la consommation intérieure.

La Banque centrale islandaise abaisse ses taux directeurs de 0,25 points de pourcentage.

Le Comité de politique monétaire de la banque centrale islandaise a abaissé le 19 novembre 2025 ses taux d'intérêts de 25 points de base, portant son taux principal à 7,25 %, après six mois de stabilité. Cette décision a bousculé les anticipations des principales banques du pays (prévisions d'*Islandsbanki* et *Landsbankinn*), qui s'attendaient à ce que le taux de 7,5 % soit maintenu du fait de la persistance de l'inflation (4,1 % en moyenne sur 2025). La Banque centrale explique cette

décision par l'apparition de signes d'un retournement du cycle économique.

Une dépréciation progressive de la couronne islandaise est attendue sur les prochaines années.

Dans sa publication trimestrielle sur la politique monétaire, la Banque centrale islandaise annonce s'attendre à une dépréciation progressive de la couronne islandaise (ISK) au cours des prochains mois. Le cours de la couronne s'est apprécié entre septembre 2024 et juillet 2025, avant de se stabiliser, puis de s'affaiblir à nouveau en octobre 2025. A horizon 2028, la banque centrale s'attend à ce que la couronne islandaise se déprécie de près de 3%.

Ouverture de nouvelles lignes aériennes à destination de l'aéroport de Keflavik.

La compagnie aérienne canadienne *Air Transat* a annoncé le 18 novembre l'ouverture d'une nouvelle ligne aérienne reliant Montréal à l'aéroport de Keflavik au moyen de deux vols par semaine, à partir du 17 juin 2026 et jusqu'au 28 septembre 2026. La compagnie américaine *Alaska Airlines* avait également annoncé le 13 août dernier l'ouverture d'une nouvelle ligne Seattle-Keflavik à partir du mois de mai 2026. Ces annonces portent à 88 le nombre des destinations accessibles par vol direct depuis l'aéroport de Keflavik.

Verne signe un important contrat d'accueil de processeurs destinés à l'IA.

L'opérateur de datacenters à capitaux français et siège européen Verne a signé un accord avec le britannique Nscale pour le déploiement d'une capacité de 15 mégawatts destinée à accueillir 4 600 processeurs *NVIDIA Blackwell Ultra*. Ces processeurs seront installés en 2026 sur le site de Reykjanes et refroidis grâce à une technologie de Direct Liquid Cooling. Il s'agit d'un des premiers usages à grande échelle de cette technologie. Nscale est spécialisée dans la fourniture de solutions de calcul et d'infrastructures adaptées à l'intelligence artificielle.

Norvège

Les mesures de sauvegarde sur les ferroalliages appliquées à la Norvège.

La Commission européenne a annoncé le 18 novembre la décision d'appliquer ses mesures de sauvegarde sur les ferroalliages, notamment ceux en provenance de Norvège malgré les appels répétés du gouvernement norvégien à exempter le royaume au nom de son appartenance au marché commun dans le cadre de l'Espace économique européen (EEE). Concrètement, l'Union européenne imposera dorénavant des prix plancher pour les produits importés depuis des pays tiers, une fois dépassés des contingents en franchise de droit défini pour chaque pays. La Norvège, qui est à l'origine de 43% des importations de l'Union européenne en ferro-alliages, est concernée par ces mesures. La Commission a indiqué que des consultations trimestrielles seraient menées sur toute la durée des trois ans d'application de la mesure pour en évaluer les conséquences sur les chaînes de valeur européennes.

Nouvelle aide fournie à l'Ukraine.

Le ministère norvégien de la Défense a annoncé la mobilisation, dès 2025, d'1 Md € du plan Nansen de soutien à l'Ukraine, initialement prévu pour 2026 pour un montant total de 7,2 Mds €. Cette mobilisation anticipée doit permettre d'accélérer la livraison de systèmes anti-aériens et d'artillerie à l'Ukraine.

Signature d'un accord avec la Bulgarie.

La Norvège s'est engagée le 18 novembre 2025 à remettre à la Bulgarie 252 M€ d'ici 2028 dans le cadre du mécanisme financier de l'EEE. La Bulgarie est ainsi le troisième bénéficiaire le plus important des subventions EEE, après la Pologne et la Roumanie. Les fonds sont répartis sur sept programmes thématiques, incluant les énergies renouvelables et l'amélioration de la connectivité et de la sécurité énergétique dans la région de la mer Noire. En outre, près de 13 M€ visent à soutenir la Bulgarie pour faire face aux conséquences de la guerre en Ukraine.

Achat de quotas carbone en dehors du marché européen.

Pour atteindre son objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre de 75 % d'ici 2035 par rapport à 1990, le gouvernement norvégien prévoit d'acheter en 2026 des

quotas de CO2 à l'étranger pour un montant de 1,2 Mds€. Ces financements soutiendront des projets de décarbonation dans des pays tiers, dont la Norvège pourra comptabiliser les réductions d'émissions. Le premier bénéficiaire de ces fonds serait l'Ouzbékistan. Des lettres d'intention ont également été signées avec l'Indonésie, le Maroc, le Sénégal et la Zambie.

Equinor conclut un accord avec la République tchèque portant sur la livraison de gaz.

Le groupe norvégien a annoncé la signature d'un contrat de 10 ans avec la société tchèque de gaz et d'électricité Pražská plynárenská. L'accord s'étend jusqu'au 1^{er} octobre 2035. Des accords équivalents ont été officialisés cette année avec PGNiG (Pologne – 2,4 Mds m³ de gaz par an sur dix années) et Centrica (Royaume-Uni – 5 milliards de mètres cubes par an sur la même période). Cet accord s'inscrit dans une ambition plus large d'Equinor de diversifier ses partenariats en Europe et de renforcer sa position de principal fournisseur de gaz du continent.

Objectifs d'exploration d'Equinor à l'horizon 2035.

A l'occasion de la réunion annuelle d'Equinor organisée le 25 novembre avec le ministère norvégien des affaires étrangères et l'Agence internationale de l'énergie (IEA), le PDG Anders Opedal a annoncé que la société ambitionne de forer 250 nouveaux puits d'exploration pétrolière et gazière au cours des dix prochaines années afin d'accompagner la hausse de la demande mondiale en pétrole et en gaz. 5,1 Mds€ d'investissements annuels sont ainsi planifiés par le groupe, qui souhaite maintenir jusqu'en 2035 une production annuelle comparable à celle de 2020.

Hydro investit 103 M€ pour une nouvelle centrale

hydroélectrique. Hydro a annoncé le 14 novembre 2025 investir 103 M€ pour édifier une centrale de pompage-turbinage d'Illvatn dans la municipalité de Luster. La construction débutera en novembre 2025 et l'infrastructure devrait être opérationnelle en 2030. A terme, ce projet fournira 12 MW dédié devant alimenter ses usines de production d'aluminium. Hydro ambitionne de décarboner intégralement son activité liée à l'aluminium d'ici 2050.

Suède

Johan Almenberg est nommé à la tête de l'autorité de supervision financière (FI).

Professeur d'économie, Johan Almenberg a travaillé à la Banque centrale de Suède (*Riksbank*), à l'Institut national de recherche économique ainsi qu'à l'inspection des Finances. Secrétaire d'État depuis 2022 auprès du ministre des Finances, Niklas Wykman, il est remplacé par Erik Eldgagen, chef du secrétariat des affaires internationales de la Banque centrale de Suède. Johan Almenberg prendra ses nouvelles fonctions le 1^{er} décembre, six mois après le départ de son prédécesseur, Daniel Barr.

Le parti Centriste favorable à relancer un débat sur l'euro.

A la suite de la déclaration récente du parti Modéré, auquel appartient le Premier ministre Ulf Kristersson, sur sa volonté de relancer une commission d'enquête sur les avantages et inconvénients de l'adhésion à l'euro pour la Suède, le parti centriste – historiquement défavorable à l'adhésion de la Suède à l'euro – a annoncé soutenir également la proposition d'une nouvelle enquête. Le porte-parole économique du parti, Martin Adahl, a souligné que si cette décision n'ouvrait pas complètement la porte à l'adoption de l'euro, elle représentait néanmoins un changement de paradigme pour le parti (actuellement crédité de 4% environ d'intentions de vote aux prochaines élections générales en septembre 2026).

La Suède estime que la proposition d'augmentation du budget européen est irréaliste.

La ministre des Affaires européennes, Jessica Rosencrantz (Modérés), a vivement critiqué la proposition de la Commission d'élever à 2 000 Mds € le montant du budget européen proposé dans le cadre du prochain cadre financier pluriannuel (CFP) pour la période 2028-2034. Cette hausse totale pourrait entraîner, selon elle, une augmentation de 60% de la contribution de la Suède au budget de l'UE. Ses préoccupations ont été reprises par d'autres pays contributeurs nets. Le CFP actuel (2021-2027) s'élève à 1 074,3 Mds €, auxquels se sont ajoutés 750 Mds € supplémentaires au titre du plan de relance *Next Generation EU*.

La croissance du PIB de la Suède en 2025 est révisée à la hausse à 1,5%.

Selon la dernière prévision d'automne de la Commission européenne, la croissance suédoise devrait s'élever à 1,5% en 2025, contre 1,4% en moyenne dans l'UE et 1,3% dans la zone euro. Cette estimation est supérieure aux 1,1% prévus au printemps et confirme la reprise de l'économie depuis le second semestre, après une année 2024 en demi-teinte (+1% de croissance du PIB). Les prévisions révisées pour 2026 confirment l'amélioration de la conjoncture en Suède, avec une croissance du PIB anticipée à +2,6%, ce qui placerait la Suède au cinquième rang des économies les plus dynamiques de l'UE l'an prochain.

La couronne suédoise (SEK) en tête des mouvements d'appréciation des devises du G10 en 2025.

Selon *Bloomberg (G10 US Dollar FX Forward Indices)*, la SEK s'est imposée cette année comme la devise la plus performante du « groupe des dix » (dix devises parmi les plus échangées et liquides dans le monde) par rapport à l'USD. En 2025, la SEK s'est ainsi appréciée d'environ 15% par rapport au dollar américain (1 USD = 9,45 SEK en novembre 2025 contre environ 11,06 SEK début janvier). Cette performance la place devant d'autres devises telles que le franc suisse (CHF), qui a augmenté de 14,3 %, et la couronne norvégienne (NOK), en hausse de 12,9 % par rapport à l'USD.

Le chômage atteint 9% en octobre.

Selon les dernières prévisions de l'institut suédois des statistiques (SCB), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières est l'un des plus élevés de l'UE (6% en moyenne en septembre 2025). L'un des principaux facteurs contribuant au chômage structurel en Suède réside dans l'inadéquation entre l'offre et la demande d'emplois sur le marché national.

L'Union européenne approuve la trajectoire budgétaire pluriannuelle de la Suède, mais souligne la persistance de déséquilibres macroéconomiques.

En marge de l'adoption du paquet d'automne du Semestre européen, la Commission européenne a rendu son avis sur les plans budgétaires des Etats membres

pour 2026 (DBPs) et a jugé la proposition suédoise conforme avec les exigences de l'UE. Cependant, la Commission européenne a souligné, sans surprise, la persistance de déséquilibres structurels au sein de l'économie suédoise. Dans le rapport sur le mécanisme d'alerte (AMR), publié le 25 novembre, la Suède est ainsi identifiée comme l'un des sept pays – avec la Grèce, l'Italie, la Hongrie, les Pays-Bas, la Roumanie et la Slovaquie – nécessitant des analyses approfondies (IDR) en raison de déséquilibres macroéconomiques potentiellement excessifs, citant en particulier l'endettement élevé des ménages et les prix élevés sur le marché immobilier.

L'UE approuve une aide financière de 8,5 M€ pour les travailleurs licenciés de Northvolt.

La commission des budgets du Parlement européen a approuvé une proposition visant à fournir une aide financière aux anciens employés licenciés de *Northvolt AB*, fabricant suédois de batteries pour véhicules électriques en faillite en mars 2025. Cette décision permettra de venir en aide à environ 5 800 personnes qui ont perdu leur emploi en raison de la fermeture de l'entreprise, dont une large part des actifs ont été acquis par l'américain Lyten. En parallèle, le budget rectificatif d'automne du gouvernement prévoyait une enveloppe budgétaire d'environ 140 M€ visant notamment à financer le coût des indemnités chômage suite à cette faillite.

La Pologne annonce sélectionner SAAB pour l'acquisition de trois sous-marins.

Dans le cadre de son programme de sous-marins *Orka*, la Pologne a annoncé le 26 novembre le choix du suédois *SAAB* pour renouveler sa flotte par trois *A26 Blekinge*. Les bâtiments seront construits en Suède pour une livraison attendue du premier sous-marin à l'horizon 2030. Plusieurs industriels de l'armement, notamment le français Naval Group, s'étaient positionnés sur ce contrat d'une valeur estimée à 2,4 Mds€. Le groupe de défense suédois dispose d'une commande en cours, datant de 2015, pour livrer deux sous-marins similaires à l'armée suédoise. Ceux-ci devaient être livrés en 2023.

Stegra reçoit un soutien supplémentaire de 390 M SEK (35,4 M€) de la part des autorités suédoises. La subvention de 390 M SEK accordée par l'Agence suédoise de l'énergie

s'inscrit dans le cadre du programme *Industriklivet* et a été approuvée par la Commission européenne. *Stegra* avait sollicité 200 M€ en juillet, mais le montant a été fixé en fonction de la marge budgétaire disponible, explique Klara Helstad, directrice adjointe du département *Recherche, innovation et développement commercial* de l'Agence suédoise de l'énergie. Début octobre, l'entreprise suédoise d'acier vert avait annoncé un besoin de financement à hauteur de 10 Mds SEK (environ 1 Md€). Un mois plus tard, le PDG, Henrik Henriksson, a déclaré que les propriétaires ont injecté environ la moitié et que l'entreprise espérait obtenir le reste auprès de prêteurs.

Klarna se lance dans les stable coins.

La fintech suédoise de paiements fractionnés a annoncé le lancement en 2026 de son propre *stablecoin* « *KlarnaUSD* ». Cette cryptomonnaie stable est indexée sur le dollar américain et vise à rationaliser les transactions transfrontalières et à réduire les frais bancaires associés. Cette décision marque un changement de paradigme pour l'entreprise, dont le PDG du groupe, Sebastian Siemiatkowski, avait pendant longtemps comparé les cryptomonnaies à un système de Ponzi. *KlarnaUSD* est actuellement testée sur le « *testnet* » de *Tempo*, une blockchain développée par la société de paiement *Stripe* et la société d'investissement dans les cryptomonnaies *Paradigm*.

EQT lance son offre de rachat de l'intégralité des titres de Waga

Energy. Selon le journal *Les Echos*, le fonds d'investissement suédois chercherait à prendre le contrôle de 100% de l'entreprise française de biométhane cotée sur Euronext Paris, dont il possède déjà 54% du capital depuis juin, avec l'avis favorable du conseil d'administration de la société. *EQT* entend donner une envergure mondiale à *Waga Energy*, notamment grâce à sa technologie pionnière sur ce marché, qui permet de produire du biométhane à partir de déchets enfouis, stockés et non triés. Selon le Directeur général et cofondateur de la société française, Mathieu Lefebvre, la quantité de déchets stockés, ainsi que le règlement *Renewable Fuel Standard* qui exige que les carburants vendus aux États-Unis contiennent une part minimum de renouvelable, font des États-Unis son marché prioritaire. L'entreprise développe également des projets en Amérique latine (Mexique, Colombie et Brésil).

Indicateurs économiques des pays nordiques

Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent):

	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	2024 (moyenne annuelle)	T1 2025	T2 2025	T3 2025
Suède	1,5	-0,2	1,0	-0,1	0,8	1,1
Danemark	1,5	1,8	3,7	-1,3	1,3	2,3
Finlande	0,8	-0,9	0,4	-0,3	-0,2	-0,1
Norvège ¹	3,2	0,1	2,1	0,1	1,2	1,1
dont PIB continental	4,3	0,7	0,6	1,2	0,5	0,1
Islande	9	5,6	-0,7	3	-0,4	-0,2

Sources : [OCDE](#), [SCB](#), [SSB](#), [DST](#), [Statice](#), [Tilastokeskus](#)

¹ Pour la Norvège, le PIB retenu dans cette ligne est le PIB total (y compris hydrocarbures). La ligne suivante décrit l'évolution du PIB continental (i.e. hors hydrocarbures).

Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel)²:

	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	2024 (moyenne annuelle)	T1 2025	T2 2025	T3 2025
Suède*	8,4	8,6	2,8	0,9	0,4	0,9
Danemark	7,7	3,3	1,4	1,7	1,7	2,2
Finlande	7,1	6,2	1,6	0,6	0,4	0,4
Norvège	5,8	5,5	3,2	2,8	2,8	3,5
Islande	8,3	8,8	5,9	4,2	4	4

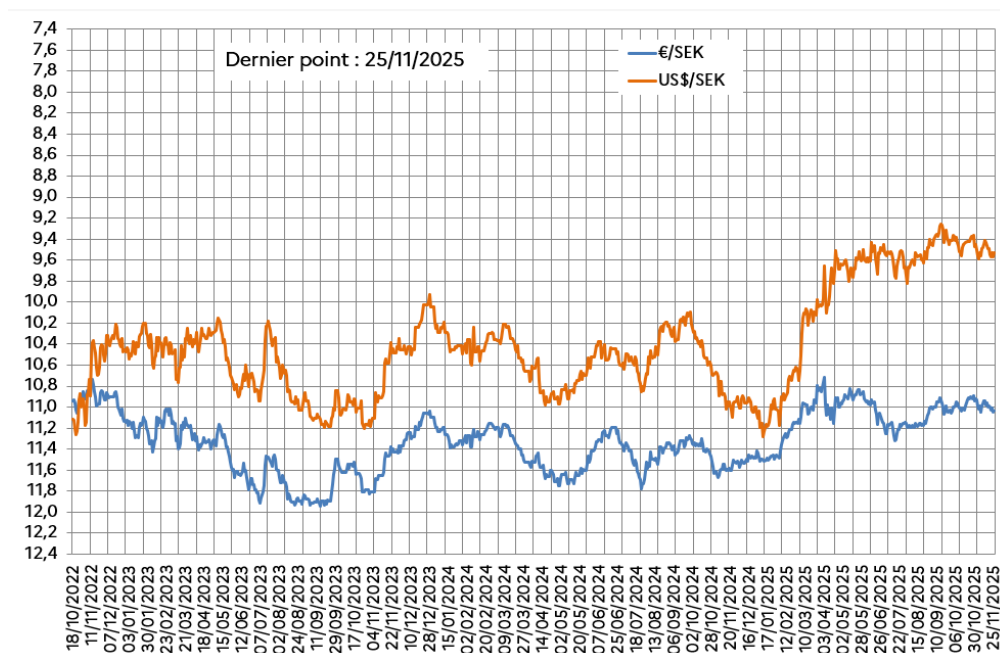
Sources : [OCDE](#)

² L'indicateur retenu est la moyenne trimestrielle des taux d'inflation mensuel (en glissement annuel) de l'IPC.

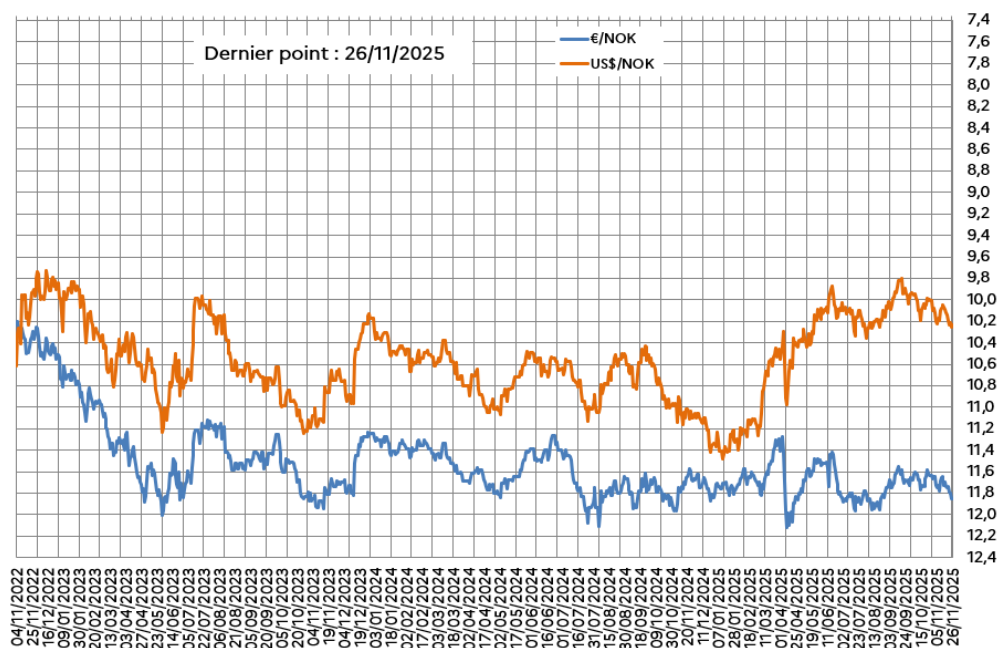
*IPC à taux variable, tenant compte des effets des taux d'intérêt sur les crédits hypothécaires.

Évolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Le Ministre Conseiller, Chef du Service économique régional de Stockholm « pays nordiques » O. Cuny olivier.cuny@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : avec les contributions des Services économiques de Copenhague (M. Garrigue-Guyonnaud, A. Reynaud, M. Valeur, V. Brigodiot, S. Wihane-Marc), Helsinki (L. Torrebruno, O. Alapekkala, V. Masson, A. Trocme), Oslo (F. Choblet, E. Falsanisi, S. Brel), Stockholm (J. Lauer Stumm, F. Lemaître, J. Grosjean, J. Picard, B. Capron) et de l'Ambassade de France en Islande (N. Arlin, E. Piran).

Abonnez-vous : juliette.picard@dgtresor.gouv.fr